



BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2024-42 du 20 décembre 2024

Sommaire

Commerce et sanctions

1. L'USTR invoque le mécanisme de réponse rapide de l'USMCA afin de régler 3 nouveaux différends avec le Mexique sur fond de soupçon de démantèlement syndical
2. Le Bureau du budget du Congrès publie une première estimation des effets budgétaires, économiques et redistributifs de l'agenda tarifaire envisagé par le Président-élu

Climat – énergie – environnement

3. La Maison-Blanche publie sa nouvelle Contribution Déterminée au niveau national (CDN) américaine pour 2035
4. Le Département de l'Énergie publie son étude d'impact sur les exportations de gaz naturel liquéfié américain

Transport et infrastructure

5. L'EPA approuve deux règlements dérogatoires de l'État de Californie imposant des normes d'émissions des véhicules plus strictes

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. La Californie déclare l'état d'urgence face à l'amplification de la grippe aviaire

Numérique et innovation

7. La AI Task Force de la Chambre des représentants publie son rapport sur l'intelligence artificielle

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. L'USTR invoque le mécanisme de réponse rapide de l'USMCA afin de régler 3 nouveaux différends avec le Mexique sur fond de soupçon de démantèlement syndical

Le 18 décembre, la représentante au Commerce Katherine Tai a [adressé](#) 3 nouvelles demandes de mise en place de panels de règlement des différends sous le mécanisme de réponse rapide (RRM) dans le cadre de l'USMCA, afin de garantir les droits des travailleurs à la liberté d'association et à la négociation collective dans 3 sites industriels au Mexique. Cette annonce survient après la formulation de requêtes par les Etats-Unis, adressées au Mexique pour qu'il examine chacun des sites : (i) un site de production de munitions (ii) un site de production de cuir pour l'industrie automobile et (iii) un site de transformation du caoutchouc en pneus automobiles. A l'issue de ces requêtes, le Mexique a conclu ne pas avoir trouvé de déni des droits des travailleurs pour deux d'entre elles et un résultat incertain – « *limited finding* » pour la troisième. Selon le communiqué, les deux pays ne sont pas parvenus à s'accorder sur leurs résolutions et « les Etats-Unis considèrent que le déni de droits est toujours en cours ». Pour rappel, le RRM est une disposition introduite lors de la transition du NAFTA à l'USMCA, permettant aux travailleurs d'un site de production se trouvant dans un pays-membre d'adresser une pétition au gouvernement américain en cas d'atteinte à ses droits. Les Etats-Unis peuvent ensuite formuler une requête auprès du pays-membre concerné pour que ce dernier examine la véracité de ces allégations. A ce jour, l'USTR a invoqué le RRM 31 fois depuis 2021 et demandé 6 panels de règlement des différends, dont 4 au cours du mois de décembre.

2. Le Bureau du budget du Congrès publie une première estimation des effets budgétaires, économiques et redistributifs de l'agenda tarifaire envisagé par le Président-élu

Le 18 décembre, le Bureau du budget du Congrès (CBO) a [publié](#) une première estimation des effets budgétaires, économiques et redistributifs de l'agenda tarifaire envisagé par D. Trump, à la demande du leader de la majorité au Sénat, C. Schumer (D-NY), du président de la Commission des finances du Sénat, R. Wyden (D-OR) et du président de la Commission du budget du Sénat, S. Whitehouse (D-RI). Plus précisément, la demande concerne les effets d'un scénario dans lequel les Etats-Unis augmenteraient les droits de douane sur ses importations de biens (i) en provenance de tous les pays de 10% et (ii) en provenance de Chine spécifiquement, de 60% ainsi que (iii)

l'effet combiné de ces 2 mesures. Le CBO fait l'hypothèse de mesures de rétorsion équivalentes. Selon le CBO, les mesures du scénario (iii) conduiraient à une réduction du déficit public de 2,900 Md\$ entre 2025 et 2034 (2,700 Md\$ en intégrant les effets macroéconomiques). Elles pèseraient sur l'activité à hauteur de 0,6 point de PIB en 2034, les effets négatifs (renchérissement des biens de consommation et d'équipement, freins à l'investissement, moindre concurrence, perte de compétitivité à l'export du fait des mesures de rétorsion) étant réduits de près de moitié par l'impact du désendettement public sur l'investissement. Les prix à la consommation (PCE) seraient relevés de 1% à horizon 2026. Si le CBO prévoit une diminution du revenu réel moyen, il esquisse deux dimensions de différenciation : par secteurs, selon l'exposition à la concurrence internationale et l'importance des intrants importés, et selon les revenus, les ménages à faible revenu étant les plus exposés aux hausses de prix des biens.

Brèves

- Le 17 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 8 entités et 12 individus, répartis dans 7 pays et impliqués dans le trafic mondial de stupéfiants.
- Le 18 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 2 entités et 2 individus impliqués dans le développement et l'approvisionnement de composants de système de navigation pour l'armée iranienne.
- Le 18 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 4 entités et 3 individus en Bosnie-Herzégovine facilitant le contournement des sanctions imposées au président de la république serbe de Bosnie, Milorad Dodik, et sa famille.
- Le 18 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 1 entité et 2 individus, basés dans les EAU et impliqués dans un réseau de blanchiment d'argent à travers l'usage de cryptomonnaies, pour le compte du gouvernement nord-coréen.
- Le 18 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 7 entités et 9 individus ayant apporté un soutien financier et militaire à la Corée du Nord.
- Le 18 décembre, le Bureau de l'industrie et de la sécurité rattaché au Département du Commerce, a [imposé](#) une amende de 3,3 M\$ contre une entreprise basée en Californie ayant approvisionné la Russie en transistors pouvant être utilisés dans des équipements avioniques et systèmes radar.

- Le 19 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 4 entités et 3 vaisseaux impliqués dans le trafic de pétrole et produits dérivés iraniens. Le Département continue ainsi de [maintenir](#) et resserrer son contrôle sur la flotte « fantôme » iranienne, source de financement de son programme nucléaire [voir [Brèves sectorielles du 06 décembre 2024](#)].
- Le 19 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) une douzaine d'entités et individus répartis sur plusieurs pays, dont la banque centrale du Yémen à Sanaa, pour leur implication dans le blanchiment d'argent, le trafic d'armes et de pétrole iranien, en soutien aux Houthis. Le Département continue ainsi de [maintenir](#) et resserrer son contrôle sur les circuits de financement du mouvement houthi [voir [Brèves sectorielles du 15 novembre 2024](#)].
- Le 19 décembre, le Département du Trésor a [sanctionné](#) 2 fonctionnaires du ministère des affaires intérieures de la Géorgie, impliqués dans la répression contre des opposants politiques, journalistes et manifestants.

Climat – énergie – environnement

3. La Maison-Blanche publie la nouvelle Contribution Déterminée au niveau national (CDN) américaine pour 2035

La Maison Blanche a [publié](#) le 19 décembre sa [nouvelle Contribution Déterminée au niveau national](#) (CDN) américaine pour 2035, consistant en un objectif global de réduction nette des émissions de gaz à effet (GES) de 61 à 66% d'ici 2035 par rapport au niveau de 2005. La Maison Blanche précise que le nouvel objectif a été soumis officiellement à l'Organisation des Nations Unies en vertu de l'Accord de Paris. Elle indique que la nouvelle CDN a été élaborée en tenant compte des opportunités et capacités d'innovation dans chaque secteur économique (production d'énergie, bâtiments, transports, industrie, agriculture et gestion forestière) permettant d'améliorer la compétitivité et de réduire les émissions de GES. La Maison Blanche précise notamment que la CDN inclut une réduction d'au moins 35% des émissions de méthane d'ici 2035 par rapport à 2005. La Maison Blanche rappelle que la précédente CDN, publiée en avril 2021, visait une réduction des émissions de GES de 50 à 52% d'ici 2030. Elle indique également que la stratégie climatique du Président Biden depuis lors s'est traduite par l'adoption des lois Bipartisan Infrastructure Law (BIL) et Inflation Reduction Act (IRA), associées à la mise en œuvre stratégique d'une politique réglementaire pour

garantir des réductions des émissions de GES dans tous les secteurs de l'économie.

4. Le Département de l'Énergie publie son étude d'impact sur les exportations de gaz naturel liquéfié américain

Le Département américain de l'Énergie (DoE) a [publié](#) le 17 décembre une étude sur l'impact des exportations de gaz naturel liquéfié (GNL) produit aux États-Unis. En janvier 2024, le Président Joe Biden avait annoncé une pause dans l'approbation des nouveaux permis d'exportation de GNL à destination des pays avec lesquels les États-Unis n'ont pas d'accord de libre-échange, dans l'attente des résultats de cette évaluation d'impact. À cette occasion, la Secrétaire d'État à l'Énergie Jennifer Granholm a [publié](#) une déclaration dans laquelle elle souligne que i) le rythme actuel des exportations de gaz n'est ni durable ni souhaitable ; ii) des exportations sans restriction exposent les foyers américains à une triple augmentation de prix : du gaz lui-même, de l'électricité et des biens de consommations du fait de l'augmentation des coûts pour les producteurs ; iii) la majeure partie de la demande additionnelle en GNL viendra de Chine, dont la demande devrait doubler d'ici 2030 et qui a déjà signé plusieurs contrats d'approvisionnement pour du GNL américain. L'étude est soumise à une période de consultation publique de 60 jours, qui s'achèvera donc après l'investiture du Président-élu Donald Trump.

Brèves

- L'Agence américaine de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) le 18 décembre que cinq produits chimiques vont être désignés comme Substances à Haute Priorité (High-Priority Substance, HPS) pour une évaluation des risques dans le cadre de la loi sur le contrôle des substances toxiques (TSCA) : l'acétaldéhyde, l'acrylonitrile, la benzenamine, le MBOCA et le chlorure de vinyle. L'EPA indique que cette évaluation a pour but de déterminer si ces produits présentent un risque déraisonnable pour la santé ou l'environnement.
- L'EPA a [publié](#) le 17 décembre un rapport à destination du Congrès, sur l'accessibilité à l'eau potable aux États-Unis, faisant état des données et recherches sur le sujet. Le rapport souligne qu'entre 12,1 et 19,2 M de ménages n'ont pas accès à des services d'eau potable abordables. L'étude se conclut sur plusieurs recommandations comme la création d'un programme fédéral d'assistance pour l'eau, l'amélioration de l'éducation et la réduction des coûts des infrastructures.

L'étude conclut également sur le besoin d'un programme national d'assistance pour aider les ménages à faible revenu et les services publics à faire face aux coûts croissants de l'eau et des infrastructures vieillissantes.

- L'EPA a [publié](#) le 16 décembre, pour consultation publique de 30 jours, un plan visant à étudier et à développer des limites de rejets pour les eaux usées industrielles contenant des PFAS (produits chimiques persistants). L'EPA prévoit de collecter des données supplémentaires sur les rejets industriels, notamment dans les secteurs de la fabrication de batteries, du traitement des déchets et de l'extraction de pétrole et de gaz, afin de déterminer la nécessité de nouvelles réglementations pour limiter les PFAS.
- L'Administration américaine d'Information sur l'Energie (EIA) a [publié](#) le 13 décembre une étude sur l'augmentation de la consommation de gaz naturel aux Etats-Unis. L'EIA estime que celle-ci a atteint 2 529 Mm³/j, en hausse de 1% principalement due à la production d'électricité (+6,7 % de consommation de gaz naturel), alors que la consommation directe des secteurs résidentiel (- 8,9%) et commercial (- 4,8%) est en repli.

Transport et infrastructure

5. L'EPA approuve deux règlements dérogatoires de l'Etat de Californie imposant des normes d'émissions des véhicules plus strictes

Le 18 décembre, l'Agence fédérale de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) l'octroi de deux dérogations (waivers) à l'agence de l'Etat de Californie chargée de la qualité de l'air (California Air Resources Board – CARB) l'autorisant à mettre en œuvre deux réglementations locales, d'une part le règlement ACC II (Advanced Clean Cars II) encadrant les émissions des véhicules routiers légers et intermédiaires, d'autre part le règlement « Heavy-Duty Omnibus » encadrant les émissions de NOx des engins et véhicules lourds routiers et non routiers. En vertu de la loi fédérale sur la qualité de l'air (Clean Air Act), les autorités de l'Etat de Californie ont la possibilité d'adopter et de faire appliquer des réglementations en matière d'émissions de polluants atmosphériques plus strictes que le cadre fédéral, sous couvert d'approbation préalable de ces réglementations par l'EPA.

Dans son communiqué, l'EPA indique que ces deux décisions de dérogation s'appuient sur l'examen des éléments fournis par les autorités californiennes et des commentaires soumis par le public

(autres autorités locales, associations en santé ou en environnement, industriels, etc.), en considérant notamment les aspects de faisabilité, de coûts et de délais des programmes proposés par la Californie. L'agence fédérale indique par ailleurs qu'elle continue d'examiner d'autres demandes de dérogation déposées par la Californie en s'efforçant de s'assurer que ses décisions sont durables et fondées sur la loi. L'administrateur de l'EPA, Michael Regan, a déclaré que ces actions s'inscrivaient « dans le cadre de l'engagement de l'EPA à s'associer aux États [fédérés] pour réduire les émissions et agir face à la menace du changement climatique. »

Le Gouverneur de Californie, Gavin Newsom, a [déclaré](#) pour sa part que « les véhicules propres sont là pour rester. L'administration Biden-Harris a réaffirmé ce que nous savons depuis des décennies : la Californie peut relever le défi de protéger notre peuple en purifiant notre air et en réduisant la pollution ». Selon le [communiqué](#) du CARB, les deux règlements dérogatoires approuvés par l'EPA induiront des bénéfices pour la santé publique des Californiens évalués à 36 Md\$:

- 13 Md\$ du fait du [règlement ACC II](#), qui établit des normes d'émission des voitures à partir de l'année-modèle 2026 et qui doit permettre à la Californie d'atteindre des ventes de 100 % de voitures à zéro émission d'ici 2035, en incluant la possibilité de solutions hybrides rechargeables ;
- 23 Md\$ du fait du [règlement Omnibus](#), qui prévoit la réduction de 90 % des émissions de NOx des véhicules lourds, la révision des protocoles d'essai des moteurs et la prolongation des garanties applicables aux moteurs.

Enfin, John Bozzella, le président de l'Alliance for Automotive Innovation, représentant les principaux constructeurs automobiles aux États-Unis, a [déclaré](#) que son organisation « s'attendait à ce que le Président Trump révoque la dérogation [ACC II] en 2025 », ajoutant que « le pays devrait avoir une norme nationale unique pour réduire les émissions de carbone dans les transports, mais la question concernant l'autorité générale dont dispose la Californie pour établir un programme sur les émissions des véhicules – et le fait que d'autres États suivent ce programme – est en définitive une chose qu'il revient aux décideurs politiques et aux tribunaux de régler. »

Agriculture et industrie agroalimentaire

6. La Californie déclare l'état d'urgence face à l'amplification de la grippe aviaire

Face à l'ampleur de l'épidémie de grippe aviaire (H5N1), le gouverneur de Californie, Gavin Newsom, a [déclaré](#) l'état d'urgence le 18 décembre 2024 pour intensifier les efforts de lutte contre ce virus qui affecte gravement les élevages bovins et avicoles. Cette proclamation intervient alors que l'épidémie, détectée initialement en mars 2024 dans des élevages bovins au Texas et au Kansas, s'est propagée à 16 États. La Californie, particulièrement touchée, recense à ce jour plus de 600 troupeaux laitiers et 34 personnes infectées.

Pour contrer la propagation du virus, les autorités sanitaires fédérales et locales ont instauré plusieurs mesures, notamment le renforcement des contrôles dans les élevages et la participation élargie des États au programme fédéral de tests sur le lait cru, piloté par l'USDA. Ce dernier prévoit la soumission d'échantillons de lait cru pour analyse afin de prévenir tout risque de contamination. La déclaration d'état d'urgence en Californie permettra d'octroyer des moyens supplémentaires aux agences locales pour endiguer l'épidémie, protéger la filière agricole et informer les citoyens. Le Centers for Disease Control and Prevention ([CDC](#)) a par ailleurs confirmé le premier cas grave de transmission humaine du virus H5N1. Un patient hospitalisé en Louisiane aurait contracté le virus après un contact avec des oiseaux infectés provenant de son élevage domestique.

Le secteur avicole subit également une crise majeure à cause de la grippe aviaire. Globalement, plus de 123 millions d'oiseaux ont été affectés dans le pays depuis 2022, selon le [CDC](#). L'impact de cette épidémie est conséquent avec des baisses de production entraînant une hausse du prix des œufs de 38% depuis novembre 2023 contre une évolution globale des prix alimentaires de 2,4% sur la même période.

Brèves

- Le 19 décembre 2024, le secrétaire à l'Agriculture, Tom Vilsack, a [annoncé](#) l'attribution de plus de 4,37Md\$ à des projets d'énergie propre dans le cadre du programme [New ERA](#) (Empowering Rural America), financé par les crédits de l'IRA. Ces investissements bénéficieront à 10 coopératives électriques rurales réparties dans 7 États (Arizona, Colorado,

Floride, Géorgie, Minnesota, Nebraska et Texas). Le programme vise à moderniser les infrastructures électriques rurales, créer plus de 5 000 emplois, réduire les coûts énergétiques pour les ménages et entreprises, et diminuer les émissions de gaz à effet de serre de plus de 11Mt éqCO₂ par an.

- L'espèce du frelon-géant asiatique a été officiellement éradiquée aux États-Unis, ont [annoncé](#) le ministère de l'agriculture de l'Etat de Washington (WSDA) et l'USDA. Cette espèce de frelon invasive, capable de détruire une ruche en 90 minutes, inquiétait particulièrement les secteurs apicoles et arboricoles dont les productions auraient pu être menacées par une invasion incontrôlée. Le frelon-géant asiatique est également très dangereux pour l'homme avec une piqûre sept fois plus venimeuse que celle des autres espèces de frelon et pouvant être mortelle. L'éradication a été permise grâce à la collaboration des autorités locales et fédérales avec la population pour recenser les spécimens et éviter sa propagation au-delà de l'Etat de Washington.

Numérique et innovation

7. La AI Task Force de la Chambre des représentants publie son rapport sur l'intelligence artificielle

Le 17 décembre 2024, la « AI Task Force » bipartisane de la Chambre des représentants, dirigée par Jay Obernolte (R-Californie) et Ted Lieu (D-Californie), a [publié](#) un rapport sur les enjeux de l'intelligence artificielle (IA) pour les États-Unis. Issu de 10 mois de consultations avec des décideurs publics, des représentants du secteur économique et de la société civile, formule des recommandations pour [orienter](#) les futures législations sur l'IA réparties en 14 domaines, allant des soins à la sécurité nationale en passant par l'accompagnement petites entreprises.

Parmi les principales recommandations figurent : (i) la préférence pour des décisions « [informées](#) par des algorithmes » plutôt que des décisions « [basées](#) sur des algorithmes » ; (ii) la mise en place de mesures de transparence dans l'utilisation de l'IA par les agences gouvernementales, s'appuyant notamment sur la mise en place de voies de recours pour les citoyens et les entités affectés ; (iii) la mise en place d'un cadre clair en matière de propriété intellectuelle ; (iv) un moratoire fédéral interdisant temporairement l'adoption de lois étatiques sur l'IA afin de garantir une approche cohérente à l'échelle

nationale ; et (v) la prise en compte des enjeux énergétiques associés au développement de l'IA.

La US Chamber of Commerce a [salué](#) le rapport, en mettant l'accent sur l'importance d'une approche sectorielle et fondée sur les risques pour la gouvernance de l'IA.

Brèves

- Le 17 décembre, Databricks a [levé](#) 10Md\$, portant sa valorisation à 62Md\$. Ce tour de financement, dirigé par Thrive Capital, sera utilisé pour permettre aux employés de vendre leurs actions, recruter des talents en IA, et investir dans de nouveaux produits et acquisitions.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)